

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société RB SAS à MACON

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 12.00922

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L.514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12/00086 du 11 janvier 2012 autorisant la société RB SAS à exploiter sur la commune de MACON une installation de cisaillage, de vernissage et d'impression ;

VU le dossier déposé le 22 mars 2011 à l'appui de la demande d'autorisation ayant prévalu à la délivrance de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé ;

VU les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Bourgogne du 31 janvier 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-00341 du 7 février 2012 mettant en demeure la société RB SAS de respecter les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques au regard du paramètre monoxyde de carbone fixées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé au plus tard au 31 mars 2013 ;

VU le courrier de la société RB SAS du 21 février 2012 sollicitant un report de ce délai ;

VU le rapport de la DREAL du 12 mars 2012 ;

Considérant que le dossier déposé le 22 mars 2011 montre que les analyses réalisées en 2009 sur les rejets atmosphériques de l'incinérateur V2 dépassent les valeurs réglementaires de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé sur le paramètre monoxyde de carbone ;

Considérant que le rejet actuel de la société RB SAS à 10 m de hauteur ne génère pas de risques sanitaires significatifs au regard du paramètre monoxyde de carbone ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

A R R E T E

Article 1^{er}

Le délai accordé à la société RB SAS pour respecter les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques au regard du paramètre monoxyde de carbone fixées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012, fixé au 31 mars 2013 par arrêté préfectoral du 7 février 2012, est repoussé au 31 décembre 2013.

Article 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er}, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le maire de Mâcon, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône-et-Loire à Mâcon.

Mâcon, le 19 MAR 2012

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES